



DDTEFP Moselle



POUR UNE FONCTION PUBLIQUE DE PROXIMITE AU SERVICE DE TOUS : USAGERS ET AGENTS, AGISSONS ENSEMBLE !

Depuis quelques années, la Fonction Publique est au centre des débats et des enjeux sociaux et économiques.

Certains la montrent sans cesse du doigt – elle coûterait beaucoup trop cher aux contribuables et ne serait pas efficace – et tiennent des propos acerbes contre les fonctionnaires – des privilégiés grassement payés et trop nombreux.

D'autres, dont nous sommes, considèrent qu'elle est un outil irremplaçable pour notre société, vecteur de progrès pour toute la population.

LA RGPP VOUS CONNAISSEZ-VOUS ?

La RGPP, révision générale des politiques publiques, vous en avez entendu parler ? Non ? C'est normal, même si vous regardez le journal télévisé de 20 heures tous les soirs, même si en plus vous lisez les journaux et écoutez la radio, pas un mot sur cette réforme.

C'est en effet en catimini, dans l'opacité la plus complète, au mépris des règles élémentaires de la démocratie, qu'est en train de se mettre en place une réforme de l'Etat, qui va bouleverser son organisation mais aussi la notion même de service public et les valeurs de solidarité issues de l'après guerre.

Sous couvert de modernisation, d'exigence d'efficacité, de valorisation du travail des fonctionnaires, des cabinets d'audit, qui, au passage coûtent fort cher, sont payés eux aussi avec nos impôts et surtout n'ont aucune légitimité démocratique, sont en train de réfléchir, avec des représentants des Ministères, aux politiques publiques. Leur travail consiste à faire le tri entre ce qu'ils estiment bon et nécessaire pour le citoyen et ce qui, pour eux, est franchement inutile et de rechercher les missions que l'Etat pourrait bien sous-traiter au secteur privé. Bien sûr ces mêmes cabinets doivent aussi réfléchir à la meilleure façon de réduire le nombre de fonctionnaires et pour finir ils doivent proposer des scénarii de réorganisation des structures administratives et de leurs missions.

L'objectif premier de cette réforme, il n'est d'ailleurs pas caché, est de faire des économies, notamment en réduisant le nombre des fonctionnaires. C'est le Président de la République lui-même qui l'a dit : "**Je me suis engagé à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite**". Environ 200 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires sont programmées d'ici 2012 !

L'autre grand objectif de cette réforme est de réorienter les interventions des services de l'Etat vers la réglementation et la répression au détriment des services rendus, individuellement ou collectivement, à l'ensemble de la population.

Et c'est ainsi que, s'inspirant des restructurations régulièrement mises en œuvre dans le secteur privé, les projets de réorganisation de l'Etat prévoient notamment de supprimer un échelon administratif, le niveau départemental

et de ne retenir que l'échelon régional. Evidemment cela permet de réduire le nombre de fonctionnaires et après tout pourquoi pas vous dites-vous, cela diminuera les impôts.

C'est vrai mais, comme nous tous, vous êtes un usager du service public et votre quotidien est peut-être déjà difficile parce qu'il fonctionne déjà mal :

Ainsi vous avez peut-être attendu longtemps avant d'obtenir un rendez-vous auprès de nos services ou des renseignements,

Un passage aux urgences d'un hôpital ou un appel au 15 ont peut-être été un vrai calvaire,

Les classes de vos enfants sont peut-être surchargées,

Vous faites la queue aux guichets de la poste à moins qu'elle n'ait fermé tout comme la gendarmerie parce que vous habitez dans une petite commune rurale,

Vous n'arrivez pas à obtenir justice parce que les tribunaux sont engorgés ou encore parce que le Conseil de Prud'hommes va tout simplement disparaître...

Mais alors qu'en sera-t-il quand il n'y aura plus de service public de proximité ? Qu'en sera-t-il quand nous, citoyens, devront parcourir des kilomètres pour obtenir une aide, un renseignement, déposer un dossier, se faire soigner, accoucher ou obtenir justice ? Qu'en sera-t-il quand le lien social que crée la présence de l'Etat dans une commune aura complètement disparu ? Peut-être que notre feuille d'impôts s'en portera mieux, mais notre quotidien sera-t-il meilleur ?

La France va-t-elle copier les exemples canadien, italien ou britannique? Dans ces pays, c'est une véritable "boucherie" financière, qui s'est traduite par la suppression d'un fonctionnaire sur six au Canada, la privatisation en masse de services publics (transports en commun, éducation, énergie, santé) et une dégradation énorme des conditions de vie des citoyens : les droits d'inscription à la fac ont plus que doublé, les hôpitaux, en sous-effectifs, ont mis les malades sur liste d'attente et ont réduit les durées d'hospitalisation, le prix de l'eau, de l'électricité, des garderies, a explosé, les bibliothèques publiques - privées d'achats de livres – périclitent, les routes sont mal entretenues, créant des risques d'accident, en Italie, les policiers n'ont plus d'essence pour circuler...

Ces problèmes dépassent et de beaucoup les seuls fonctionnaires et leurs organisations syndicales, **ils nous concernent tous** et c'est pour cela que nous voulons vous alerter en tant que citoyens.

Le débat doit être rendu public et par tout moyen alors parlez en autour de vous, à vos élus, à la presse.

La RGPP procède en effet d'une vision strictement comptable, qui refuse de prendre en compte l'apport des services publics à la société en terme d'égalité, de proximité et de qualité, de réponse aux besoins de la population en butte aux conséquences négatives des politiques économiques. Les propositions de la RGPP ne visent pas à améliorer le service public, elles remettent systématiquement en cause les missions de service public et l'action des agents.

C'est parfaitement méprisant pour les personnels mais aussi pour tous les citoyens, qui ont besoin des services public pour que l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers et individuels, pour qu'il y ait une véritable redistribution des richesses et des chances, pour qu'il y ait une décision collective sur l'avenir de la société et non un assujettissement aux seuls intérêts de lobbies économiques et financiers,.... en bref pour que la société ne soit pas régie par la loi du plus fort.

le 7 mars 2008